

**Art. 21.** Indien de eerste algemene vergadering plaatsvindt vóór de intredingwerking van het besluit ter uitvoering van artikel 2, § 2 van de genoemde wet van december 1984 betreffende de Nationale Maatschappij der Waterleidingen en indien later zo'n besluit wettig genomen is en ten gevolge heeft een wijziging van de regels inzake toekenning van de maatschappelijke aandelen van de Waalse Maatschappij voor Watervoorziening tot gevolg heeft, neemt de Executieve de maatregelen die nodig zijn om dit koninklijk besluit uit te voeren.

**Art. 22.** De diensten van de nationale maatschappij waarvan het bediende grondgebied volledig in het Waalse Gewest gelegen is, worden binnen dezelfde perken in de regionale maatschappij behouden onverminderd de mogelijkheid van latere wijzigingen overeenkomstig de statuten.

#### HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 23.** De maatschappij oefent de in artikel 1, § 2, 1<sup>o</sup>, bedoelde opdracht uit, vanaf de overdracht van de opdrachten van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen.

Ze oefent de in artikel 1, § 2, 2<sup>o</sup> bedoelde opdracht uit vanaf de bijeenkomst van de eerste algemene vergadering.

**Art. 24.** In artikel 1, § van de wet van 18 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wordt de vermelding Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen ingevoegd op haar plaats in alfabetische volgorde.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 23 april 1986.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemeen Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en van Middenstand voor het Waalse Gewest,

A. DECLETY

De Minister van Huisvesting en Toezicht voor het Waalse Gewest,

A. DALEM

De Minister voor Begroting, Financiën en Gesubsidieerde Werken voor het Waalse Gewest,

Ch. AUBECQ

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister van Leefmilieu en Landbouw voor het Waalse Gewest,

D. DUCARME

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 86 — 1562

26 JUN 1986. — Arrêté de l'Exécutif de la Région wallonne  
organisant la comptabilité du Fonds de gestion du Patrimoine immobilier non destiné à l'Administration

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes;

Vu le décret contenant le 1<sup>er</sup> feuillet d'ajustement du budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1986, adopté par le Conseil régional wallon en sa séance du 20 juin 1986;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1989 portant règlement général sur la comptabilité de l'Etat modifié par les arrêtés subséquents;

Vu l'avis de l'Inspection des finances du 24 juin 1986;

Arrêté :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est ouvert à la section particulière du budget des dépenses, parmi les fonds alimentés principalement par des ressources étrangères au budget de la Région et dont il est disposé par les comptables qui opèrent les recettes, un compte intitulé « Fonds de gestions du Patrimoine immobilier régional non destiné à l'Administration », ci-après appelé le Fonds.

**Art. 2.** Les opérations du Fonds, leur inscription en comptabilité et leur justification sont soumises aux dispositions générales qui régissent les fonds précités et aux règles particulières établies par le présent arrêté.

## CHAPITRE II. — Budgets

**Art. 3.** L'exercice budgétaire commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 4.** Il sera tenu une évaluation de tous les droits actifs et passifs dont la constatation, au cours de l'exercice peut être prévue. Quelle que soit la date de l'apurement de ces droits, ils appartiennent à l'exercice budgétaire pendant lesquels ils sont perçus.

Le mouvement des fonds de tiers dont le Fonds pourrait être dépositaire ou gestionnaire sont inscrits sous une rubrique spéciale.

## CHAPITRE III. — Comptabilité

§ 1er Les ordonnateurs :

**Art. 5.** Le Ministre de la Région wallonne chargé du Logement est institué ordonnateur primaire des recettes et des dépenses imputables sur le Fonds.

En cette qualité, il notifie au comptable les droits à constater et à recouvrer et approuve les dépenses à liquider.

L'Exécutif peut instituer des ordonnateurs délégués sur proposition du Ministre de la Région wallonne chargé du Logement.

**Art. 6.** Le Ministre de la Région wallonne chargé du Logement ou le fonctionnaire délégué à cet effet approuve les dépenses imputables sur le Fonds.

§ 2. Le comptable :

§ 2. Le comptable :

**Art. 7.** Un agent comptable désigné parmi le personnel de l'administration du budget et des finances est chargé du recouvrement des droits et du paiement des dépenses du fonds; il donne valablement quittance pour celui-ci.

Il est responsable de la garde et de la manipulation des deniers et valeurs ainsi que de tous les autres biens constituant l'avoir du Fonds.

Il est dispensé de verser un cautionnement.

§ 3. Les opérations comptables .

**Art. 8.** Le paiement des dépenses et le recouvrement des produits s'effectuent à l'intervention de l'Office des chèques postaux. Les chèques et traitements émis par le comptable ne devront comporter que sa seule signature.

En cas d'empêchement du comptable, le Premier conseiller du service de la comptabilité et de la trésorerie régionale signera les dispositions sur le compte postal du Fonds.

**Art. 9.** Toutes les opérations comptables, même les mouvements internes de fonds et les écritures d'ordre sont justifiées par des documents probants, qui mentionnent : la somme, l'article budgétaire d'imputation, l'objet de l'opération et la référence à l'inscription dans l'un des livres prévus à l'article 13.

Ces documents ou les relevés qui les récapitulent sont signés pour approbation par un des ordonnateurs susvisés.

**Art. 10.** Les droits sont constatés : pour les recettes, au moment où leur existence est portée à la connaissance du comptable; pour les dépenses, lorsque le service est fait et accepté.

**Art. 11.** Les dépenses pour fournitures et prestations sont payées sur production, par les ayant-droits, de notes, mémoires, factures, ou, le cas échéant, de quittances. Exceptionnellement, si tel est l'usage, il peut y être suppléé par des notes de crédits, à condition que les droits de la partie prenante soient confirmés par un autre document.

**Art. 12.** Les pièces comptables sont classées en liasses en suivant l'ordre numérique d'inscription dans leurs livres respectifs. Pour les fournitures et prestations, copies des contrats, bons de commande, procès-verbaux d'adjudication et de réception sont éventuellement annexés aux factures. A défaut d'un procès-verbal, le visa pour réception doit être apposé sur celles-ci.

§ 4. Les écritures.

**Art. 13.** La comptabilité comporte :

- a) un sommier des droits acquis aux tiers et un sommier des droits acquis au Fonds;
- b) un journal des opérations du compte des chèques postaux.

Toutes les opérations sont enregistrées dans un des sommiers et au journal.

Pour les dépenses, le sommier est tenu de manière telle qu'il permette de connaître à tout moment le montant disponible au crédit.

## CHAPITRE IV. — Situations

**Art. 14.** Au 31 décembre de chaque année, les écritures sont arrêtées et la caisse est vérifiée.

Le disponible ainsi que les droits restant à recouvrer et les dépenses non encore acquittées sont reportés dans les écritures à l'exercice suivant.

**Art. 15.** Le comptable rend ensuite compte de sa gestion, à la Cour des comptes. Ces redditions sont présentées dans la forme et en observant les formalités et les délais prescrits pour les comptables de l'Etat, gestionnaires de fonds pour ordre. Elles sont soumises au Ministre de la Région wallonne chargé du budget par le directeur d'administration du budget et des finances.

Les comptes sont appuyés :

- 1. d'un procès-verbal de situation de caisse à la clôture des écritures;
- 2. de relevés détaillés donnant :

a) les droits constatés au profits ou à charge du Fonds, constatés au cours de l'exercice ou reportés des exercices précédents;

b) les recettes et les dépenses effectuées en apurement de ces droits;

Ces relevés sont appuyés des pièces justificatives authentiques, ou en copies certifiées conformes.

**Art. 16.** Les écritures sont également arrêtées, mais les opérations continuent d'être inscrites de manière qu'à la clôture de l'exercice comptable, les recettes et les dépenses présentent le total cumulé de l'enregistrement de l'exercice :

- a) lorsque des situations provisoires ou périodiques doivent être produites dans le courant de l'exercice;
- b) au moment où le comptable cessé définitivement ses fonctions;
- c) au cas où un déficit vient d'être découvert.

**Art. 17.** Dans les deux derniers cas prévus à l'article précédent, il sera rendu compte à la Cour, par le comptable ou ses ayants cause et, à défaut, d'office par le fonctionnaire désigné à cet effet par le Ministre du Budget. Si la reddition fait apparaître un déficit, elle sera, en outre, accompagnée d'un rapport faisant connaître les circonstances dans lesquelles le découvert s'est produit.

**Art. 18.** A l'occasion des fins de gestion, le successeur déclare dans le compte et le procès-verbal de situation de caisse, faire reprise des avoirs détaillés par ces documents; il en remet un exemplaire à son prédécesseur ou à ses ayants cause.

**Art. 19.** Le Service de l'Inspection comptable est chargé de réviser la comptabilité du Fonds. Ses fonctionnaires ont dans l'exercice de leurs fonctions tout pouvoir d'investigation; ils peuvent se faire produire toutes les justifications et les preuves qu'ils estiment nécessaires. Ils ne peuvent toutefois pas s'immiscer dans la gestion du Fonds.

**Art. 20.** Au moins une fois par an, le Service de l'Inspection comptable adresse au Ministre du Logement et au Ministre du Budget et des Finances ainsi qu'au comptable du Fonds, un rapport de contrôle; il signale, dès qu'ils sont portés à sa connaissance, les éléments de nature à compromettre la situation financière du Fonds.

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1986.

Bruxelles, le 26 juin 1986.

M. WATHELET

A. DECLETY

A. DALEM

Ch. AUBECQ

A. LIENARD

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 86 — 1562

#### 26. JUNI 1986. — Erlass der wallonischen Regionalexekutive zur Organisation der Buchführung des Fonds für Verwaltung des Immobilienvermögens, das nicht für die Verwaltung bestimmt ist

- Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;
  - Aufgrund des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;
  - Aufgrund des Gesetzes vom 28. Juni 1983 zur Abänderung und Ergänzung der Gesetze über die Staatsbuchführung;
  - Aufgrund des Gesetzes vom 29. Oktober 1848 über die Organisation des Rechnungshofes;
  - Aufgrund des Dekrets, der das erste Anpassungsblatt zum Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1986 enthält und vom Wallonischen Regionalrat in seiner Sitzung vom 20. Juni 1986 angenommen wurde;
  - Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Dezember 1868 zur allgemeinen Regelung der Staatsbuchführung, abgeändert durch nachträgliche Erlasse;
  - Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion vom 24. Juni 1986;
- Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive

#### KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

**Artikel 1.** Im Sonderabschnitt des Ausgabenhaushaltsplans wird bei den Fonds, die hauptsächlich mit Einnahmen ausserhalb des Haushaltsplans der Region gespeist werden und über die Buchhalter verfügt wird, die die Einnahmen vornehmen, ein Konto angelegt unter der Bezeichnung : « Fonds zur Verwaltung des regionalen Immobilienvermögens, das nicht für die Verwaltung bestimmt ist », nachstehend kurz Fonds genannt.

**Art. 2.** Die Geschäftsvorfälle des Fonds, die Verbuchung derselben und ihre Rechtfertigung unterliegen den allgemeinen Bestimmungen, die für die obenerwähnten Fonds gelten, sowie den Sonderbestimmungen, die im vorliegenden Erlass enthalten sind.

#### KAPITEL II. — Haushaltspläne

**Art. 3.** Das Haushaltsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

**Art. 4.** Es wird eine Schätzung aller aktiven und passiven Anrechte vorgenommen, deren Feststellung im Laufe des Rechnungsjahres vorhersehbar ist. Diese Anrechte gehören unabhängig vom Datum ihrer Bereinigung zum Haushaltsjahr, in dem sie erhoben werden. Sollte der Fonds Gelder von Drittpersonen im Verwaltung haben oder verwalten, werden die Bewegungen dieser Gelder in einen Sonderposten eingetragen.

KAPITEL III. — *Buchführung*

## § 1. Die Anweisungsbefugten :

**Art. 5.** Der Minister der Wallonischen Region, der mit dem Wohnungswesen beauftragt ist, wird zum ersten Anweisungsbefugten der Einnahmen und der Ausgaben zu Lasten des Fonds bestellt.

In dieser Eigenschaft teilt er dem Buchführer mit, welche Anrechte festzustellen und beizutreiben sind, und genehmigt er die festzustellenden Ausgabeverpflichtungen.

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region, der mit dem Wohnungswesen beauftragt ist, kann die Exekutive bevollmächtigte Anweisungsbefugte einsetzen.

**Art. 6.** Der Minister der Wallonischen Region, der mit dem Wohnungswesen beauftragt ist, oder der dazu bevollmächtigte Beamte genehmigt die zu Lasten des Fonds gehenden Ausgaben.

## § 2. Der Buchführer :

**Art. 7.** Ein Buchhaltungsangestellter, der unter den Personalmitgliedern der Haushalts- und Finanzverwaltung gewählt wird, wird mit der Beibehaltung der Anrechte und mit der Zahlung der Ausgaben des Fonds beauftragt; er ist befugt, Quittungen im Name des Fonds auszustellen. Er ist verantwortlich für die Verwahrung und die Behandlung der Gelder und Wertpapiere sowie aller anderen Güter, die das Haben des Fonds bilden.

Er ist von der Hinterlegung einer Kautions befreit.

## § 3. Die Buchungsvorgänge :

**Art. 8.** Die Zahlung der Ausgaben und die Beibehaltung der Einnahmen erfolgen über das Postscheckamt. Die Schecks und Überweisungen, die der Buchhalter ausstellt, dürfen nur seine Unterschrift tragen.

Wenn der Buchhalter verhindert ist, unterschreibt der Erste Berater des Dienstes der Buchführung und des Regionalen Schatzamtes die Verfügungen auf das Postscheckkonto des Fonds.

**Art. 9.** Alle Buchungsvorgänge, sogar die internen Kapitalbewegungen und die Übergangsbuchungen sind durch rechtskräftige Unterlagen zu belegen.

Diese Unterlagen geben folgendes an: den Betrag, den betreffenden Haushaltsartikel, den Gegenstand des Geschäftsvorfalles und den Verweis auf die Eintragung in eines der in Artikel 13 vorgesehenen Bücher.

Diese Unterlagen oder eine Zusammenfassung derselben werden zur Bestätigung von einem der obenerwähnten Anweisungsbefugten unterschrieben.

**Art. 10.** Die Feststellung der Anrechte erfolgt für die Einnahmen, sobald dem Buchhalter das Bestehen dieser Anrechte mitgeteilt worden ist, und für die Ausgaben, sobald die Dienstleistung erbracht und angenommen worden ist.

**Art. 11.** Ausgaben für Lieferungen und Dienstleistungen werden erst bezahlt, nachdem die Berechtigten Abrechnungen, Kostenaufstellungen, Rechnungen oder gegebenenfalls Quittungen vorgelegt haben. Ausnahmsweise, wenn es so üblich ist, können aber auch Gutschriften ausgestellt werden, vorausgesetzt, dass die Rechte des Abnehmers durch ein anderes Dokument bestätigt werden.

**Art. 12.** Die Buchungsbelege werden nach der Nummernfolge ihrer Eintragung in die entsprechenden Bücher zu einem Bündel zusammengebunden.

Für Lieferungen und Dienstleistungen werden den Rechnungen eventuell Abschriften der Verträge, der Bestellscheine und der Protokolle über die Submissionsvergabe und die Abnahme beigefügt. In Ermangelung eines Protokolls müssen die Rechnungen zur Annahme abgezeichnet werden.

## § 4. Die Geschäftsbücher :

**Art. 13.** Die Geschäftsbücher umfassen :

- a) ein Register der Anrechte zugunsten Dritter und ein Register der Anrechte zugunsten des Fonds;
- b) ein Postscheckkontobuch.

Alle Geschäftsvorfälle werden in eines der Register und in das Buch eingetragen. Für die Ausgaben wird das Register so geführt, dass es jederzeit möglich ist, das verfügbare Guthaben zu kennen.

KAPITEL IV. — *Lageberichte*

**Art. 14.** Am 31. Dezember jedes Jahres werden die Bücher abgeschlossen und wird der Kassenbestand überprüft.

Die verfügbaren Mittel, die noch beizutreibenden Anrechte und die noch nicht bezahlten Ausgaben werden in den Geschäftsbüchern auf das folgende Haushaltsjahr übertragen.

**Art. 15.** Anschliessend legt der Buchhalter dem Rechnungshof Rechenschaft ab über seine Rechnungsführung. Diese Rechnungslegungen erfolgen in der Form und unter Beachtung der Formalitäten und Fristen, die für die Buchhalter des Staates, Verwalter von Fonds im Auftrag, vorgeschrieben sind.

Sie werden dem Minister der Wallonischen Region, beauftragt mit dem Haushaltswesen durch den Direktor der Haushalts- und Finanzverwaltung unterbreitet.

Den Geschäftsbüchern müssen folgende Unterlagen hinzugefügt werden :

1. ein Bericht über den Kassenstand bei Buchabschluss;
2. ein detaillierte Aufstellung :
  - a) der zugunsten oder zu Lasten des Fonds festgestellten Anrechte, die im Laufe des Rechnungsjahres festgestellt worden sind oder von vorherigen Jahren übertragen worden sind;
  - b) der Einnahmen und Ausgaben zur Bereinigung dieser Anrechte.

Diesen Aufstellungen müssen die authentischen Belege oder aber beglaubigte Abschriften derselben hinzugefügt werden.

**Art. 16.** Die Geschäftsbücher werden ebenfalls abgeschlossen -wobei die Buchungsvorgänge jedoch weiterhin eingetragen werden, so dass bei Abschluss des Rechnungsjahres die Einnahmen und Ausgaben den Gesamtbeitrag der Buchungen des Rechnungsjahres wiedergeben :

- a) wenn im Laufe des Rechnungsjahres vorläufige oder periodische Lageberichte vorgelegt werden müssen;
- b) wenn der Buchhalter sein Amt endgültig niederlegt;
- c) wenn ein Defizit entdeckt wird.

**Art. 17.** In den zwei letzten Fällen gemäss Artikel 16 legen der Buchhalter oder seine Rechtsnachfolger und in ihrer Abwesenheit von Amts wegen der vom Haushaltsminister dazu bestellte Beamte dem Rechnungshof Rechenschaft ab. Falls sich bei der Rechnungslegung ein Defizit herausstellt, muss ausserdem ein Bericht hinzugefügt werden, der angibt, unter welchen Umständen es zu diesem Defizit gekommen ist.

**Art. 18.** Beim Ausscheiden eines Buchhalters erklärt der Nachfolger in der Rechnung und im Bericht über den Kassenstand, dass er den in diesen Unterlagen aufgeführten Vermögensbestand übernimmt; er übermittelt seinem Vorgänger oder dessen Rechtsnachfolger ein Exemplar davon.

**Art. 19.** Der Buchprüfungsdienst ist mit der Prüfung der Buchführung des Fonds beauftragt. Die Beamte dieses Dienstes haben, in der Ausübung ihres Amtes, eine uneingeschränkte Untersuchungsbefugnis; sie können die Vorlage aller Beweise und Belege verlangen, die sie für notwendig halten.  
Sie dürfen sich jedoch nicht in die Buchführung des Fonds einmischen.

**Art. 20.** Mindestens einmal im Jahr übermittelt der Buchprüfungsdienst dem Minister für Wohnungsbau und dem Minister für Haushaltswesen und Finanzen sowie dem Buchhalter des Fonds einen Kontrollbericht; sobald er von Elementen in Kenntnis gesetzt wird, die die finanzielle Lage des Fonds gefährden könnten, macht er darauf aufmerksam.

**Art. 21.** Vorliegender Erlass tritt am 1. Juli 1986 in Kraft.

Brüssel, den 28. Juni 1986.

M. WATHELET  
A. DECLETY  
A. DALEM  
Ch. AUBECQ  
A. LIENARD  
D. DUCARME

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 86 — 1562

**26 JUNI 1986.** — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot regeling van de comptabiliteit van het Fonds voor het beheer van de niet voor de Administratie bestemde onroerende goederen van het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;  
Gelet op de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;  
Gelet op de wet van 29 oktober 1948 betreffende de inrichting van het Rekenhof;  
Gelet op het decreet houdende de eerste aanpassing van de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1986 goedgekeurd door de Waalse Gewestraad in zijn zitting van 20 juni 1986;  
Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 24 juni 1986;

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** In de bijzondere afdeling van de begroting van de uitgaven wordt onder de fondsen hoofdzakelijk gestijfd door inkomsten die geen betrekking hebben tot de begroting van het Gewest en waarover de rekenplichtigen die de ontvangsten opnemen beschikken, een rekening « Fonds voor het beheer van de niet voor de Administratie bestemde onroerende goederen van het Gewest », hierna genoemd het Fonds, geopend.

**Art. 2.** De verrichtingen van het Fonds, hun inschrijving in de comptabiliteit en hun verantwoording zijn onderworpen aan de algemene bepalingen die de hierboven vermelde fondsen regelen en aan de door dit besluit vastgestelde bijzondere regels.

#### HOOFDSTUK II. — Begrotingen

**Art. 3.** Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

**Art. 4.** Een schatting van alle actieve en passieve rechten, waarvan de vaststelling in het lopende boekjaar kan worden bepaald, wordt opgemaakt. Ongeacht de datum van aanzuivering worden die rechten gerekend tot het begrotingsjaar tijdens hetwelke zij zijn geïnd.

De overdracht van de fondsen van derden die door het Fonds worden gedeponneerd of beheerd, wordt onder een bijzondere rubriek ingeschreven.

#### HOOFDSTUK III. — Comptabiliteit

§ Ordonnateurs :

**Art. 5.** De Minister van het Waalse Gewest belast met de Huisvesting wordt eerste ordonnateur voor de bij het Fonds aan te rekenen ontvangsten en uitgaven benoemd.

In die hoedanigheid brengt hij ter kennis van de rekenplichtige de vast te stellen en te innen rechten en keurt de te vereffenen uitgaven goed.

De Executieve kan, op de voordracht van de Minister van Het Waalse Gewest belast met de Huisvesting, gemachtigde ordonnateurs benoemen.

**Art. 6.** De Minister van het Waalse Gewest belast met de Hulsvesting of de daartoe gemachtigde ambtenaar keurt de bij het Fonds aan te rekenen uitgaven goed.

**§ 2. De rekenplichtige :**

**Art. 7.** Een onder het personeel van het Bestuur van Begroting en Financiën aangewezen rekenplichtig ambtenaar is belast met de inning van de rechten en de vereffening van de uitgaven van het Fonds; hij geeft geldig kwijting voor dit Fonds.

Hij is verantwoordelijk voor de bewaring en de verhandeling van de gelden en van de waarden, alsmede voor alle andere goederen die deel uitmaken van het patrimonium van het Fonds.

Hij is vrijgesteld van het verstrekken van een borg.

**§ 3. Rekenplichtige :**

**Art. 8.** De vereffening van de uitgaven en de inning van de opbrengst worden verricht door tussenkomst van het Bestuur der postchecks. De door de rekenplichtige uitgegeven cheques en overschrijvingen worden enkel door hem ondertekend.

Indien de rekenplichtige verhinderd is, ondertekent de eerste adviseur van de Dienst Comptabiliteit en van de Gewestelijke Tresaurie de beschikkingen over de postrekening van het Fonds.

**Art. 9.** Alle rekenplichtige verrichtingen, zelfs de interne fondsbewegingen en de orderboekingen worden gestaafd door bewijsstukken waarin vermeld wordt: de som, het begrotingsartikel ten laste, het voorwerp van de boeken.

**Art. 10.** De rechten worden vastgesteld: voor de ontvangsten op het ogenblik ervan; voor de uitgaven na verlening en aanneming van de dienst.

**Art. 11.** De uitgaven voor leveringen en dienstverlening worden betaald na voorlegging door de rechthebbende, van rekening, staten, facturen of in voorkomend geval, van kwijtingen. Bij uitzondering en indien gebruikelijk, mogen deze worden vervangen door een kredietbrief op voorwaarde dat de rechten van de rechthebbende door een ander stuk worden bevestigd.

**Art. 12.** De boekhoudingsstukken worden in numerieke volgorde van inschrijving in de respectieve boeken gebundeld en geklasseerd. Voor leveringen en dienstverleningen worden eventueel afschriften en aanneming bij de facturen gevoegd. Bij ontstentenis van een proces-verbaal, moet de tekening voor ontvangst erop worden geplaatst.

**§ 4. De boekingen :**

**Art. 13.** De comptabiliteit omvat :

a) een register van de aan derden toegewezen rechten en een register van de aan het Fonds toegewezen rechten;

b) een dagboek over de verrichtingen van de postchequerekening.

Alle verrichtingen worden in één van de registers en in het dagboek ingeschreven.

Voor de uitgaven wordt het register zo gevoerd dat op elk gewenst ogenblik het mogelijk het beschikbaar bedrag van het krediet kan worden nagegaan.

**HOOFDSTUK IV. — Staten**

**Art. 14.** Op 31 december van elk jaar worden de boekingen afgesloten en de kas nagezien.

De beschikbare gelden alsmede de rechten die blijven te innen en de nog niet betaalde uitgaven worden overgeboekt naar het volgend boekjaar.

**Art. 15.** De rekenplichtige legt vervolgens rekenschap af van zijn beheer bij het Rekenhof. Deze overleggingen gebeuren in de vorm en met inachtneming van de formaliteiten en termijnen voorgeschreven voor de rekenplichtigen van het Rijk belast met het beheer van fondsen. Zij worden aan de Minister van het Waalse Gewest belast met de Begroting voorgelegd door de Bestuursdirecteur van Begroting en Financiën.

De rekeningen zijn vergezeld van :

1. een proces-verbaal van de staat van de kas bij het afsluiten der boekingen;

2. omstandige opgaven die vermelden :

a) de in de loop van het boekjaar vastgestelde of van vorige boekjaar overgedragen rechten ten bate of ten laste van het Fonds;

b) de ter aanzuivering van die rechten verrichte ontvangsten en uitgaven;

Bij die lijsten worden de authentieke bewijsstukken of de eensluidend verklaarde afschriften gevoegd.

**Art. 16.** De boekingen worden afgesloten maar de verrichtingen worden verder ingeschreven zodát bij het afsluiten van het rekenplichtig boekjaar de ontvangsten en de uitgaven het gecumuleerde totaal van de tijdens het boekjaar geregistreerde boekingen aanwijzen :

a) indien voorlopige of periodieke staten moeten worden opgemaakt;

b) wanneer de boekhouder zijn functie definitief neerlegt;

c) bij het ontdekken van een tekort.

**Art. 17.** In de twee laatste gevallen bepaald in het vorige artikel moet bij het Rekenhof verantwoording worden afgelegd door de rekenplichtige of zijn rechtverkriggenden en, bij ontstentenis, ambtshalve door de door de Minister van Begroting aangewezen ambtenaar. In geval de verantwoording melding maakt van een tekort moet deze bovendien worden vergezeld van een verslag over de omstandigheden van het ontstaan van dit manco.

**Art. 18.** Bij de neerlegging van het beheer betuigt de opvolger in de rekeningen en in het proces-verbaal van de kastoestand de overname van de in de stukken vermelde tegoeden; een afschrift daarvan wordt door hem overhandigd aan zijn voorganger of aan diens rechtverkriggenden.

**Art. 19.** De Dienst Boekhoudingsinspectie is belast met het nazicht van de comptabiliteit van het Fonds.

Dienst ambtenaren hebben in de uitoefening van hun functie volledig recht van onderzoek; zij kunnen elk door hen noodzakelijk geacht verantwoordings- of bewijsstukken opeisen.

**Art. 20.** Minstens eenmaal per jaar richt de Dienst Boekhoudingsinspectie een controleverslag tot de Minister van Huisvesting, tot de Minister van Begroting en Financiën en tot de rekenplichtige van het Fonds; telkens wanneer de Dienst elementen die van aard zijn de financiële toestand van het Fonds te schaden opmerkt, worden deze gemeld.

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1986.

Brussel, 26 juni 1986.

M. WATHELET  
A. DECLÉTY  
Ch. AUBÉCQ  
A. LIENARD  
D. DUCARME

F. 86 — 1563

**17 JUILLET 1986. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon  
concernant l'agrément des réserves naturelles et le subventionnement des achats de terrains à ériger  
en réserves naturelles agréées par les associations privées**

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 6, 10 à 13, 18, 19 et 37, loi modifiée par le décret du Conseil Régional Wallon du 11 avril 1984 complétant ladite loi par des dispositions particulières pour la Région Wallonne;

Vu l'avis favorable du Ministre de la Région Wallonne ayant le contrôle budgétaire dans ses attributions, daté du 25 juin 1986;

Vu l'avis du Conseil Supérieur Wallon de la Conservation de la nature;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant l'effort important consenti par les associations privées dans la sauvegarde et la gestion du patrimoine naturel;

Considérant que cet effort doit être reconnu et soutenu,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Dispositions légales**

**Article 1er.** Sauf dérogation dûment motivée et prévue dans l'arrêté d'agrément, l'article 11 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et l'article 5 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 établissant le règlement relatif à la surveillance, la police et la circulation dans les réserves naturelles domaniales, en dehors des chemins ouverts à la circulation publique, sont applicables dans les réserves naturelles agréées.

**Art. 2.** Un terrain occupé par des bois et forêts soumis au régime forestier ne peut être agréé comme réserve naturelle en application du présent arrêté que si le plan de gestion prévu par l'article 7 est conforme au plan d'aménagement prescrit par les articles 31 à 34 du Code forestier.

**Art. 3.** Il faut entendre par « occupant » au sens du présent arrêté, toute personne physique ou morale de droit privé qui assure la gestion d'une réserve naturelle en vue de la conservation de la nature au sein de cette réserve.

**CHAPITRE II. — Conditions d'agrément**

**Art. 4.** L'Exécutif peut agréer une aire comme réserve naturelle à la condition que sa valeur écologique et scientifique soit reconnue par le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature.

**Art. 5.** L'occupant peut être soit une personne physique, soit une personne morale autre que l'Etat, la Communauté ou la Région.

S'il s'agit d'une personne morale de droit privé, il faut qu'elle ait la forme d'association sans but lucratif ou d'établissement public et qu'elle ait pour objets statutaires principaux la conservation de la nature et la gestion de réserves naturelles.

**Art. 6.** L'occupant doit avoir le droit d'occuper le terrain pour une durée de vingt ans au moins, en qualité de propriétaire, d'emphytéote ou de locataire.

Il doit également justifier de droits suffisants pour satisfaire aux obligations découlant du présent arrêté et de l'arrêté d'agrément, notamment au point de vue de la durée de l'affectation du terrain à la réserve naturelle.

Le gestionnaire doit, au moment de la demande d'agrément, assumer la gestion du terrain depuis plus d'un an.

**Art. 7.** Le gestionnaire de la réserve naturelle proposée à l'agrément établit un plan de gestion.

**Art. 8.** Au moment de la demande d'agrément, la surveillance de la réserve doit pouvoir être assumée par un conservateur ou un garde assermenté.

**CHAPITRE III. — Demande d'agrément**

**Art. 9.** La demande d'agrément d'une réserve naturelle est adressée par le propriétaire au Ministre chargé de la conservation de la nature.

La demande comprend les renseignements suivants et y sont joints les documents désignés ci-après :

A. Concernant le terrain :

- 1° sa désignation, sa superficie et sa localisation au moyen d'un plan de situation;
- 2° un extrait du plan cadastral avec la mention des numéros parcellaires des terrains;
- 3° pour chaque parcelle incluse dans l'aire de la réserve, une copie certifiée conforme de l'acte établissant les droits de l'occupant sur le bien;
- 4° l'accord de l'occupant de chacune des parcelles visées par la demande;